

Unité départementale de la Moselle  
5 rue Charles Le Payen  
CS 50551  
POLYGONE - bâtiment GH  
57036 Metz

Metz, le 20/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **AIR LIQUIDE**

ZI du Malambas  
57280 Hauconcourt

Références : HAUCONCOURT\_AIR-LIQUIDE\_2026-04-07\_RAPVI-Action-detection-gaz\_RP\_02791  
Code AIOT : 0006201347

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/03/2026 dans l'établissement AIR LIQUIDE implanté ZI du Malambas 57280 Hauconcourt. L'inspection a été annoncée le 30/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'est déroulée dans le cadre de l'action annuelle 2.1.4 - Détection de gaz.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AIR LIQUIDE
- ZI du Malambas 57280 Hauconcourt
- Code AIOT : 0006201347

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société AIR LIQUIDE est autorisée à exploiter sur le site d'Hauconcourt un centre de regroupement d'équipements sous pression transportables réglementé par l'arrêté préfectoral n°2005-AG/2-8 du 7 janvier 2005 modifié. À ce titre, elle est autorisée au titre des rubriques n°4715, 4719 et 2718 de la nomenclature des installations classées.

Outre l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé, les activités du site sont notamment encadrées par :

- l'arrêté ministériel du 02/05/2002 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 2940 ;
- l'arrêté ministériel du 19/11/2009 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 4735 ;
- l'arrêté ministériel du 22/12/2023 modifié relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Détection ammoniac	Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article point 4.3.1.1 (partiel) de l'annexe I	Demande d'action corrective	2 mois
5	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 07/01/2005, article VIII-10 (partiel)	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Surveillance des rejets atmosphériques - brossage bouteilles	Arrêté Préfectoral du 07/01/2005, article V-2 (partiel)	Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Ammoniac - implantation	Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article point 2.1.1 de l'annexe I	Sans objet
2	Ammoniac - Stockage	Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article point 2.12.1 de l'annexe I	Sans objet
4	Vérification périodique des installations électriques	Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article point 3.6 de l'annexe I	Sans objet
7	Surveillance des rejets atmosphériques - cabine de peinture	Arrêté Préfectoral du 07/01/2005, article V-3 (partiel)	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées (l'inspection) a constaté lors de la visite :

- l'absence de détection sur le stockage d'ammoniac : l'exploitant est appelé à se positionner sur ce sujet sous deux mois ;
- l'absence de protection foudre sur certains équipements : l'exploitant est appelé à justifier de la mise en œuvre de cette protection sous deux mois.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Ammoniac - implantation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article point 2.1.1 de l'annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ammoniac – implantation
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation est implantée à une distance : - d'au moins 8 mètres des limites « du site » si le stockage est situé dans un local ou enceinte fermé ; - dans les autres cas, d'au moins 15 mètres des limites « du site ».
<b>Constats :</b>  Le stockage de bouteilles d'ammoniac est situé en extérieur, à environ 17 mètres des limites du site. L'inspection ne relève pas de non-conformité sur ce point.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Ammoniac - Stockage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article point 2.12.1 de l'annexe I
---

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ammoniac – stockage
<b>Prescription contrôlée :</b>  Des emplacements prédéterminés sont aménagés pour le positionnement au sol et le maintien des récipients d'ammoniac en position verticale, robinet vers le haut. Toutes dispositions sont prises pour éviter leur chute et les chocs. Pour le stockage de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 50 kg, les robinets sont en position fermée et chaque récipient possède en permanence son capot de protection des robinets. [...]
<b>Constats :</b>  Lors de la visite, l'inspection a constaté que l'ammoniac est stocké en bouteilles de capacité unitaire 44 kg, rangées dans des racks métalliques, fixées par des sangles et dotées d'un capot de protection. L'inspection a contrôlé par sondage les robinets, bouchons et capots de protection de trois bouteilles, et ne relève pas de non-conformité sur la prescription contrôlée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Détection ammoniac

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article point 4.3.1.1 (partiel) de l'annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ammoniac – implantation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Des détecteurs de gaz sont mis en place dans les parties de l'installation visées au point 4.1 présentant les plus grands risques en cas de dégagement ou d'accumulation importante de gaz ou de vapeurs toxiques. Ces parties de l'installation sont équipées de systèmes de détection dont les niveaux de sensibilité sont adaptés aux situations.[...]
<u>Article connexe</u> Point 4.1. de l'annexe I - Localisation des risques  L'exploitant recense et signale sur un panneau conventionnel, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts visés au L. 511-1 du code de l'environnement.[...]
<b>Constats :</b>  Lors de la visite, l'inspection a constaté l'absence de détecteurs de gaz à proximité du stockage de bouteilles d'ammoniac, bien que ce dernier est signalé comme partie de l'installation présentant des risques en cas de dégagement ou d'accumulation importante de gaz ou de

vapeurs toxiques : l'inspection relève donc une non-conformité sur ce point.

Suite à la visite, l'exploitant a présenté l'argumentaire suivant par courriel du 23/03/2026 :

Maîtrise du risque du dégagement

*Le premier critère porte sur le dégagement présentant les plus grands risques. Notre approche se fonde sur l'étude de dangers et l'absence d'activité à risque sur la zone. L'installation se caractérise par une absence totale d'emploi d'ammoniac : aucune opération de branchement ou de transfert n'est réalisée, les bouteilles restant scellées.*

*Comme détaillé dans le Nœud Papillon 8.6 de l'étude de dangers (EDD), la rupture totale de robinet est formellement exclue par la présence de barrières préventives robustes : chapeaux de protection fermés, bouchons de sécurité vissés et bouteilles sanglées dans des paniers. Par conséquent, le scénario de dégagement retenu est une fuite de 1 mm au robinet. Pour ce scénario, les modélisations de dispersion démontrent que les distances d'effets sont très limitées.*

*Les effets létaux (SEL) sont circonscrits à moins de 5 m et les effets irréversibles (SEI) à moins de 20 m. Les effets restent contenus dans l'enceinte du site comme conclu dans l'EDD. Le dégagement ne constitue donc pas un "risque majeur" pour les tiers au sens de la réglementation.*

Risque d'accumulation

*Le second critère de l'article concerne l'accumulation de gaz. Le stockage est conçu sous la forme d'une aire à l'air libre, ce qui garantit une ventilation naturelle permanente. L'ammoniac (NH<sub>3</sub>) possédant une densité de 0,6 (plus léger que l'air), il s'élève et se disperse rapidement en cas de fuite. L'accumulation importante est donc rendue physiquement impossible par la conception même de l'aire de stockage.*

Capacité d'alerte et moyen de secours

*L'efficacité d'une détection fixe en plein air est par nature aléatoire car elle dépend de la direction des vents. La sécurité repose ici sur deux piliers plus compatibles pour un milieu ouvert. D'une part, l'alerte olfactive : l'ammoniac est détectable dès 5 à 50 ppm (Réf. OMS IPCS, 1986), permettant au personnel d'être averti dès les premières molécules, bien avant l'atteinte des seuils de danger. D'autre part, le site dispose de moyens d'arrosage (EIPS) et d'une vanne d'isolement du réseau d'eaux pluviales permettant de rabattre un éventuel nuage et de prévenir toute pollution environnementale.*

Conclusion

*L'installation de détecteurs fixes n'est pas justifiée sur cette aire de stockage. L'accumulation est impossible par conception, l'absence d'emploi limite le dégagement à une fuite mineure de 1 mm, et l'éloignement des limites du site garantit l'absence d'impact hors du site. L'objectif de sécurité de l'arrêté est donc pleinement rempli par les mesures constructives et les barrières préventives déjà en place.*

L'Inspection estime que la démonstration de l'exploitant semble cohérente. Toutefois ce dernier doit mettre en cohérence son recensement des risques susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre avec son analyse, l'affichage présent sur les installations et, le cas échéant, les moyens de détection à mettre en place.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

<p>Il est demandé à l'exploitant de se positionner formellement au sujet de la prescription contrôlée :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- soit en installant la détection prescrite afin d'être cohérent avec l'affichage présent le jour de l'inspection ;</li> <li>- soit en actualisant son recensement des parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre (dont la mise à jour du plan des zones à risques et la signalétique).</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 4 : Vérification périodique des installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article point 3.6 de l'annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations électriques sont entretenues en bon état et sont contrôlées, après leur installation ou leur modification, par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs auxdites vérifications sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le service d'inspection a examiné les rapports de contrôle 2024 (intervention du 27/08/2024) et 2025 (intervention du 28/08/2025) établis par un prestataire accrédité et les certificats Q18 connexes, concluant que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie ou d'explosion. L'Inspection ne relève pas de non-conformité pour la prescription contrôlée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Protection contre la foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/01/2005, article VIII-10 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Foudre
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations sont protégées contre les effets directs et indirects de la foudre, conformément à l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 et à ses circulaires d'application du 28 janvier 1993 et du 28 octobre 1996, ainsi qu'aux normes NFC 17-100 ou NFC 17-102.</p> <p>[...]</p> <p>L'état des dispositifs de protection contre la foudre fait l'objet d'une vérification périodique, dont la fréquence est au moins biennale. La première vérification a lieu dans un délai de six mois à compter de la date de parution du présent arrêté et les résultats sont communiqués à l'Inspection des Installations Classées.</p> <p>Cette vérification doit également être effectuée après l'exécution de travaux sur les bâtiments et structures protégés ou avoisinants susceptibles d'avoir porté atteinte au système de protection</p>

contre la foudre mis en place et après tout impact par la foudre constaté sur ces bâtiments ou structures.

[...]

Tous les réservoirs contenant des produits inflammables et les racks fixes, s'ils existent, sont reliés à la terre.

#### Constats :

Le service d'inspection a consulté :

- l'étude technique foudre réalisée en 2023 (rapport RGC 26 754 du 28/07/2023) par un prestataire spécialisé dans le cadre de la modification de la cabine de peinture du site, préconisant notamment l'installation d'un parafoudre Type 2 pour protéger la Détection Gaz Chaufferie et la Centrale Incendie Bureaux ;
- les rapports de contrôle 2024 (intervention du 27/08/2024) et 2025 (intervention du 28/08/2025) établis par un prestataire spécialisé, concluant que les installations sont conformes mais que le parafoudre Type 2 préconisé dans l'Etude Technique RGC 26 754 est manquant et devra être installé en respectant les préconisations de l'Etude Technique.

L'inspection constate l'absence de protection foudre d'équipements concourant à la maîtrise des risques des installations, ce qui constitue une non-conformité.

L'exploitant s'est engagé sur l'installation du parafoudre préconisé avec un objectif de réalisation en juin 2026 et a justifié la recherche d'un fournisseur certifié ainsi que la demande de devis connexe.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Compte tenu de l'engagement et de l'action de l'exploitant, l'inspection ne propose pas de mise en demeure à ce stade mais demande à l'exploitant de justifier la mise en place effective du parafoudre préconisé dans l'Etude Technique RGC 26 754 en respectant les préconisations de celle-ci.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

#### N° 6 : Surveillance des rejets atmosphériques - brossage bouteilles

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 07/01/2005, article V-2 (partiel)

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets atmosphériques

**Prescription contrôlée :**

[...]Le rejet des installations respecte les caractéristiques suivantes :

	Concentration maximale en mg/Nm <sup>3</sup>	Flux maximal en g/heure	Flux maximal journalier en kg/jour	Méthodes de référence



<b>Poussières</b>	50	85	1.19	NF X 44 052

Le débit maximal du rejet est inférieur à 1700 Nm<sup>3</sup>/h mesuré suivant la norme NF X 10 112.

#### Article connexe

##### *Article 57 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 modifié*

La vitesse d'éjection des gaz en marche continue maximale est au moins égale à 8 m/s si le débit d'émission de la cheminée considérée dépasse 5 000 m<sup>3</sup>/h, 5 m/s si ce débit est inférieur ou égal à 5 000 m<sup>3</sup>/h.

#### **Constats :**

Le service d'inspection a examiné les rapports 2020 (intervention du 09/01/2020) et 2023 (intervention du 5 au 06/06/2023) établis par un prestataire agréé, l'Inspection constate le dépassement du débit maximal autorisé, établi à 1970 Nm<sup>3</sup>/h en 2023.

Compte tenu du dépassement limité de débit, de l'ordre de 15 %, d'une vitesse d'éjection élevée (14,4 m/s) nettement supérieure à la vitesse minimale obligatoire et d'un flux horaire mesuré très faible, de l'ordre de 0,12% de la VLE, l'Inspection ne propose pas de mis en demeure au regard des enjeux.

Néanmoins, l'Inspection appelle l'attention de l'exploitant sur la nécessité de réduire le débit de rejet dans les limites prescrites, ou de modifier son arrêté préfectoral.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit se positionner sur le respect de la valeur de débit maximal du rejet définie dans son arrêté préfectoral.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

#### **N° 7 : Surveillance des rejets atmosphériques - cabine de peinture**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 07/01/2005, article V-3 (partiel)

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets atmosphériques

#### **Prescription contrôlée :**

Les installations susceptibles de dégager des fumées, gaz, poussières ou odeurs sont munies de dispositifs permettant de collecter et canaliser autant que possible les émissions.

[...]

Une mesure du débit rejeté et de la concentration en poussières et composés organiques volatils est effectuée, selon les méthodes normalisées en vigueur, tous les trois ans.

Les mesures sont effectuées par un organisme agréé par le Ministre chargé de l'Environnement. Ces mesures sont effectuées sur une durée voisine d'une demi-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation. Au moins trois mesures sont réalisées sur une période d'une demi-journée.

#### Article connexe

*Article 27 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 modifié*

Sous réserve des dispositions particulières à certaines activités prévues par l'article 30 ci-après, les effluents gazeux respectent les valeurs limites suivantes selon le flux horaire maximal autorisé :

1° Poussières totales : si le flux horaire est inférieur ou égal à 1 kg/h, la valeur limite de concentration est de 100 mg/m<sup>3</sup>.

[...]

7° Composés organiques volatils :

a) Rejet total de composés organiques volatils à l'exclusion du méthane :

Si le flux horaire total dépasse 2 kg/h, la valeur limite exprimée en carbone total de la concentration globale de l'ensemble des composés est de 110 mg/m<sup>3</sup>. [...]

#### **Constats :**

Vu les rapports de mesures 2020 (intervention du 09/01/2020 sur ancienne cabine de peinture) et 2023 (intervention du 5 au 06/06/2023 sur nouvelle cabine de peinture). L'Inspection constate le respect de la fréquence de contrôle, la conformité à la valeur limite d'émission (VLE) pour les poussières et un flux horaire de 2,9 g/h pour les COV non méthaniques (COVnm), largement inférieur au seuil de fixation de la VLE pour les COVnm.

L'Inspection ne relève pas de non-conformité pour la prescription contrôlée.

**Type de suites proposées :** Sans suite